

Janvier 2021

Table des matières

Liste des abréviations	4
1. Introduction	5
2. La démarche de consultation publique	6
2.1 Processus de consultation	6
2.2 Diffusion de l'information	6
2.3 Le matériel et les activités de consultation publique.....	6
Vidéo explicative et résumé du plan	7
Consultations ciblées.....	7
Séances de consultation publique à distance	8
Sondage sur la gestion des matières résiduelles.....	8
3. Synthèse des avis reçus	9
Mobiliser la population par plus de sensibilisation et en impliquant les jeunes	9
Trouver des alternatives au brûlage à ciel ouvert.....	10
Composter la matière organique et réaliser des projets de serre	11
Récupérer les matières recyclables.....	11
Développer plus de lieux d'entreposage.....	11
Favoriser le réemploi.....	12
Améliorer la gestion des lieux d'élimination	12
Construire de nouveaux lieux d'élimination ou les agrandir	12
Procéder à la réparation des appareils électroménagers localement	12
Développer des projets d'économie circulaire.....	13
Réduire à la source	13
Responsabiliser les entrepreneurs en construction.....	13
Abolir les sacs d'emplette de plastique à usage unique	13
4. Conclusion	14
 Annexe 1 - Statistiques de visionnement de la vidéo de l'évènement Facebook Live.....	15
Annexe 2 – Résultats du sondage en ligne (anglais seulement)	16

Liste des abréviations

ARK : Administration régionale Kativik

GMR : Gestion des matières résiduelles

LEMN : lieu d'enfouissement en milieu nordique

PGMR : Plan de gestion des matières résiduelles

REP : Responsabilité élargie des producteurs

VHU : véhicule hors d'usage

VN : village nordique

1. Introduction

Dans le cadre du processus de révision du Plan de gestion des matières résiduelles du Nunavik, le projet de plan 2021-2027 (ci-après « PGMR »), a fait l'objet d'une consultation publique auprès de la population du Nunavik conformément aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement (art. 53.13 à 53.16). Ce rapport de consultation publique vise à rendre compte des points de vue exprimés par les organisations et la population lors des différentes activités de consultation publique. Les commentaires et suggestions recueillis permettront entre autres d'apporter des modifications au projet de plan avant son dépôt auprès de RECYC-QUÉBEC pour une analyse de conformité qui sera suivi de l'adoption du PGMR final par le conseil régional de l'Administration régionale Kativik (ARK).

2. La démarche de consultation publique

2.1 Processus de consultation

Le conseil régional de l'ARK, via le conseil exécutif qu'elle avait mandaté, a adopté le projet de PGMR le 23 septembre 2020 suite à sa révision. Le projet de plan, de même qu'un avis annonçant son adoption, a par la suite été diffusé sur le site Internet de l'ARK¹. Les consultations publiques ont débuté 45 jours plus tard pour une période de trois semaines, soit du 16 novembre au 4 décembre 2020.

Dans un contexte de pandémie mondiale, avec l'impossibilité pour les intervenants de l'extérieur du Nunavik de se rendre sur place et l'interdiction d'organiser des rassemblements intérieurs, les activités de consultation publique ont dû être repensées afin d'innover tout en s'assurant de rejoindre le plus de personnes et organisations possibles. Les résultats démontrent à quel point cette démarche innovante a été couronnée de succès.

2.2 Diffusion de l'information

Afin de faciliter les communications au sujet des consultations publiques, un prospectus a été conçu afin d'illustrer et fournir davantage d'information dans les publications réalisées sur la page Facebook de l'ARK et son site Internet². Les activités organisées ont fait l'objet de 12 publications sur Facebook, incluant des rappels, entre le 1^{er} octobre³ et le 8 décembre⁴, de même qu'une diffusion audio sur les radios locales des 14 villages nordiques (VNs) et à la radio régionale Taqramiut Nipingat pendant les trois semaines de consultation publique. Les commentaires écrits sous les publications Facebook de promotion des activités ont également été recueillis.

2.3 Le matériel et les activités de consultation publique

La consultation publique s'est déroulée de plusieurs façons afin de cibler le plus de personnes possible dans ce contexte particulier de pandémie : la diffusion d'une vidéo explicative sur le PGMR et d'un résumé du plan, des consultations ciblées auprès des principales organisations et entreprises de la région, deux séances publiques à distance d'une heure, la mise en ligne d'un sondage sur la gestion des matières résiduelles afin de recenser les avis des Nunavimmiut et la

¹ Diffusion publique sur le site Internet de l'ARK : <https://www.krg.ca/en-CA/current-news/1039>

² Voir le prospectus sur la page de présentation du présent rapport de consultation publique.

³ Annonce de la publication du projet de PGMR :

<https://www.facebook.com/kativikregionalgovernment/photos/a.471936623596399/789711745152217>

⁴ Annonce des gagnants au tirage et remerciement des participants :

<https://www.facebook.com/kativikregionalgovernment/photos/pcb.842186303238094/842185996571458/>

possibilité d'envoyer des commentaires par courriel ou par téléphone au département des ressources renouvelables, de l'environnement, de l'aménagement et des parcs de l'ARK.

Douze prix de présence ont été tirés parmi les participants aux deux séances publiques à distance ainsi qu'au sondage représentant au total 62 participants éligibles⁵.

Vidéo explicative et résumé du plan

Une vidéo explicative de 15 minutes présentant les grandes lignes du projet de plan a été diffusée en anglais et en inuktitut sur la page Facebook de l'ARK et son compte Youtube. Afin de rendre plus accessible pour la population le PGMR de 141 pages, un résumé de six pages a été produit et traduit du français à l'anglais et à l'inuktitut. Le document a été diffusé sur le site Internet de l'ARK⁶ et grâce à des publications sur la page Facebook de l'ARK. Il a également été transmis par courriel à toutes les organisations identifiées pour les consultations ciblées.

Consultations ciblées

Au total, 25 organisations et entreprises de la région, de même que les 13 corporations foncières et les 14 VN ont été contactés directement par courriel pour leur transmettre le résumé du projet de plan et solliciter une rencontre individuelle afin de présenter le projet de plan et prendre note des commentaires et avis des représentants de ces organisations. Des rencontres en ligne ou par téléphone ont eu lieu avec 16 de ces organisations qui ont demandé une rencontre, parfois avec plus d'un représentant pour des secteurs d'opération distincts (20 rencontres d'environ une heure au total) dont voici la liste :

- ARK – départements des opérations
- Canadian Royalties (mine Nunavik Nickel)
- Centre de Santé Inuulitsivik
- Centre de Santé Tulattavik de l'Ungava
- Comité consultatif de l'environnement Kativik
- Commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq
- Desgagnés Transarctic Inc.
- Fonds d'exploration minière du Nunavik
- Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ) – départements : Services aux magasins et Services pétroliers et transport
- Makivik (construction, projet de serre à Inukjuak, changements climatiques)
- Magasins Northern
- Parcs Nunavik
- Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (projet sur le gaspillage alimentaire)
- VN Akulivik
- VN Kangiqsualujjuaq
- VN Umiujaq

⁵ Pour être considéré comme un participant éligible au tirage de prix de participation, il fallait non seulement écouter, mais aussi poser des questions ou émettre des commentaires lors des séances. Dans le cas du sondage, il fallait le compléter en entier et laisser ses coordonnées.

⁶ Le lien vers la vidéo explicative, le résumé du plan de même que vers le sondage et les événements ont été publiés sur le site de l'ARK : <https://www.krg.ca/en-CA/current-news/1042>

Ces rencontres étaient planifiées de façon à présenter le projet de plan (à l'aide d'un document Powerpoint lorsque la rencontre pouvait être en ligne, sinon verbalement par téléphone grâce au résumé du PGMR préalablement transmis) et discuter avec les représentants. Les mesures pour lesquelles ces organisations avaient été identifiées comme potentielles partenaires de mise en œuvre ont fait l'objet d'une discussion afin de valider leur intérêt à y contribuer et la faisabilité de la mesure. En ce qui concerne les villages nordiques spécifiquement, les plans locaux ont aussi été présentés afin de s'assurer qu'ils correspondent à leurs priorités.

Séances de consultation publique à distance

Une première séance de consultation publique a eu lieu lundi le 30 novembre de 19h à 20h sur les ondes de la radio régionale Taqramiut Nipingat. Cette radio est diffusée simultanément dans les 14 VN. La première partie a consisté à présenter le résumé du plan en inuktitut, puis en anglais. Ensuite, les auditeurs étaient invités à téléphoner au poste de radio. Bien qu'il soit impossible de connaître le nombre total d'auditeurs, six personnes ont participé en posant des questions et émettant des commentaires.

La deuxième séance a été organisée grâce à un événement Facebook Live (en direct) le mercredi 2 décembre de 19h à 20h. Cette fois, la première partie a consisté à présenter le PGMR en anglais, puis en inuktitut, suivi d'une période de questions. Les auditeurs étaient invités à écrire leurs avis dans les commentaires sous la publication Facebook. Cinq personnes ont participé en écrivant un commentaire sur un total de 23 auditeurs en direct et plus de 300 personnes ont consulté la publication par la suite (voir annexe 1 pour les statistiques).

Sondage sur la gestion des matières résiduelles

Un sondage en ligne a été diffusé afin de solliciter l'avis des citoyens sur le projet de plan et les mesures qu'il contient. Composé de 16 questions diversifiées, il fut complété par 52 personnes. Les résultats du sondage sont présentés en détail à l'annexe 1.

3. Synthèse des avis reçus

Les différents avis reçus ont été regroupés en thèmes qui représentent les principaux sujets discutés. Ils sont présentés par ordre d'importance, c'est-à-dire que les premiers thèmes présentent les sujets les plus fréquemment abordés. Les points de forme résument les remarques, avis, commentaires ou questions posés par les participants lors des séances publiques à distance ou issus du sondage, de même qu'une brève analyse dans un sous-paragraphe, le cas échéant. Les remarques des organisations recueillies lors des consultations ciblées sont également intégrées à la synthèse, sauf si elles consistaient en des modifications techniques au PGMR, auxquelles cas elles ne sont pas indiquées dans ce rapport pour alléger le texte.

Mobiliser la population par plus de sensibilisation et en impliquant les jeunes

- Il faudrait faire connaître davantage les programmes de récupération disponibles, par exemple pour les produits sous la responsabilité élargie des producteurs (REP) et les contenants consignés. Selon le sondage, plus du tiers des répondants ne rapportent jamais leurs contenants consignés, 50% ne connaissent pas l'existence des points de dépôt pour les produits sous REP et près de 20% ne connaissent aucune des activités de récupération mentionnées dans le plan.
- Personne n'a souligné qu'il y avait suffisamment d'activités de sensibilisation sur la GMR au Nunavik. Pratiquement tous les répondants au sondage souhaitent recevoir plus d'information afin de savoir ce qu'ils doivent faire avec leurs déchets.
- Plusieurs ont mentionné la résistance au changement comme une limitation à la mise en œuvre du plan d'action.
 - Ces commentaires confirment la pertinence de réaliser la mesure 1 du plan d'action afin de sensibiliser adéquatement tous les acteurs impactés par les mesures nécessitant des changements de pratiques ainsi que la mesure 4 des plans locaux « Réaliser une campagne de sensibilisation sur les modes de gestion des matières résiduelles disponibles localement. »
- Les jeunes peuvent être proactifs face à l'amélioration de la gestion des matières résiduelles (GMR) et doivent être invités à s'impliquer dans les processus de décision liés à la GMR. À titre d'exemple, un jeune de Salluit a remporté un prix à Expo-Sciences Autochtones pour un projet d'écocentre.
- On peut stimuler le leadership sur les questions environnementales, comme la GMR, en soutenant le développement de projets initiés localement, notamment par les jeunes.
- Des comités locaux en GMR pourraient être créés en plus du comité de suivi du plan pour stimuler l'implication citoyenne sur le thème de la GMR au niveau local, en incluant également des jeunes.
- La notion de la responsabilité de la gestion des matières résiduelles ne semble pas totalement acquise puisque 25% des répondants au sondage n'ont pas reconnu que tous les Nunavimmiut sont responsables de cette gestion.

- Il apparaît donc essentiel de diffuser davantage d'information sur la responsabilité de tous les générateurs de matières résiduelles à l'égard de leur gestion.
- Les activités de nettoyage communautaire devraient être mentionnées dans le plan, de même que l'installation de poubelles publiques.

Trouver des alternatives au brûlage à ciel ouvert

- La réglementation provinciale autorisant le brûlage à ciel ouvert a été ciblée à plusieurs reprises par les participants. Plusieurs la perçoivent comme une injustice envers le Nunavik puisque cette pratique n'est plus acceptée dans le sud du Québec depuis de nombreuses années. En tant que contribuables québécois, ils souhaitent avoir les mêmes privilèges de jouir d'un environnement sans fumée de déchets que les autres citoyens québécois.
- La mesure 4 visant la recherche d'alternatives au brûlage à ciel ouvert est acclamée par certains qui y voient une initiative porteuse tandis que d'autres critiquent le fait que le brûlage sera encore autorisé pendant les sept prochaines années. Ces derniers voudraient que le brûlage cesse immédiatement et y voient un risque majeur pour leur santé et l'environnement. D'autres encore croient qu'en triant les déchets grâce aux mesures proposées par le PGMR, implantées dans tous les VNs afin que seuls les résidus ultimes se retrouvent au lieu d'élimination en milieu nordique (LEMN), le brûlage pourrait continuer un certain temps en diminuant la fréquence.
- Plus de la moitié des répondants au sondage pensent que le brûlage à ciel ouvert devrait cesser et qu'il est nuisible pour l'environnement. Toutefois, 30% des réponses reflètent l'inquiétude de cesser le brûlage à cause des conséquences que cela pourrait entraîner.
 - Il importe donc d'étudier en profondeur la question avant d'arrêter cette pratique afin de proposer des solutions soutenables qui permettront une amélioration de la situation.
 - La majorité des mesures du plan vise à réduire la quantité de matières résiduelles éliminées, donc la quantité des déchets brûlés.
- Des questions au sujet de l'installation d'un incinérateur avec récupération de chaleur ont été soulevées à plusieurs reprises par les citoyens et les organisations qui y voient une façon de réduire l'émission de fumées toxiques issues du brûlage à ciel ouvert par une combustion mieux contrôlée tout en diminuant les besoins de combustibles fossiles pour le chauffage. L'enjeu du financement d'un tel projet est aussi mentionné comme une limitation à son développement.
- Plusieurs aimeraient que les déchets soient enfouis plutôt que brûlés, à l'instar des autres types de lieux d'élimination au Québec.
- D'autres souhaiteraient que tous les déchets non compostables ou réutilisables localement soient retournés au Sud du Québec.
- Les risques d'incendie représentent un autre enjeu lié au brûlage. À certains moments, les VNs doivent déployer des efforts pour contrôler le feu qui menace de s'épandre hors du LEMN.

Composter la matière organique et réaliser des projets de serre

- Plus de 86% des répondants au sondage sont favorables à l'implantation d'un projet local de compostage de la matière organique.
- Plusieurs villages nordiques ont des projets de serre ou souhaitent en développer un.
 - Pour y parvenir, ils ont besoin de sol et d'amendement. Un projet de compostage se combine parfaitement avec un projet de serre puisqu'il permet de subvenir à ce besoin, à condition que les intrants soient de qualité, c'est-à-dire que le tri à la source soit bien réalisé par les participants (citoyens et organisations), que le processus de compostage soit contrôlé et que le compost généré soit préalablement analysé en vue d'un usage agricole.
- Le contrôle de la faune est une préoccupation récurrente, ce qui nécessite de choisir des méthodes de compostage limitant l'attrait de la faune.
- L'autonomie alimentaire pourrait être renforcée par la pratique du compostage domestique et la conception de micro-serres domestiques pour la production d'aliments.

Récupérer les matières recyclables

- Les répondants au sondage sont en forte majorité favorable à la diminution de la fréquence de collecte des ordures pour offrir de nouveaux modes de gestion, tel que la récupération des matières recyclables.
- Plusieurs participants souhaitent l'implantation d'un système de collecte des matières recyclables, particulièrement du plastique à cause de ces conséquences environnementales néfastes lorsqu'il est éliminé et brûlé à ciel ouvert ou encore dispersé dans la nature.
- Le recyclage du métal par l'acquisition d'une presse à métal est souhaité. L'encombrement des villages et des LEMN par tout le métal résiduel est un irritant plusieurs fois soulevé.
- L'enjeu du transport maritime de ces matières recyclables, incluant les contenants consignés, est majeur. Il n'y a actuellement pas assez de conteneurs disponibles pour répondre à ce besoin. Les commerces affirment ne pas pouvoir participer à tous les programmes de récupération dans les conditions actuelles et de devoir faire des choix ou encore de développer de nouvelles solutions (REP – incluant bientôt les électroménagers, la consigne, la collecte des matières recyclables, d'autres matières, etc.).

Développer plus de lieux d'entreposage

- À plusieurs reprises dans les consultations, l'enjeu du manque d'entreposage a été soulevé. Que ce soit pour entreposer des matériaux de construction neufs en surplus ou pour des matières résiduelles nécessitant un transport par bateau, l'entreposage fait défaut dans toutes les communautés. Il manque de conteneurs disponibles et les abris chauffés ne sont pas suffisamment nombreux pour permettre la protection de l'ensemble des matériaux de construction et matières résiduelles valorisables, ce qui entraîne leur gaspillage.
- Il est parfois plus simple pour les organisations de faire transporter des matériaux de construction emballés individuellement (boîtes de bois et courroies métalliques, ce qui génère des déchets supplémentaires) plutôt qu'en conteneur à cause du manque

d'espace d'entreposage où disposer les matériaux qui doivent être retirés des conteneurs en attendant de les utiliser.

Favoriser le réemploi

- De différentes façons, la question du réemploi est revenue comme étant un élément clé de la solution pour améliorer la GMR sur le territoire. En effet, le réemploi est à la portée de tous et permet de détourner de l'élimination plusieurs catégories de matières.
- Le manque d'infrastructure est un frein majeur au réemploi. Le besoin de créer un espace dédié, tel qu'une friperie pour les vêtements et petits objets et un écocentre/ressourcerie pour les plus grands objets est récurrent dans toutes les communautés.

Améliorer la gestion des lieux d'élimination

- Plusieurs commentaires portaient sur l'importance d'avoir un employé municipal responsable de la gestion et présent au LEMN pendant les heures d'ouverture, notamment pour imposer des frais d'élimination aux entreprises et organisations. Il faut toutefois préalablement prévoir un lieu pour abriter cet employé.
- Le tri des matières résiduelles acheminées au LEMN pourrait être amélioré, notamment en ce qui concerne les résidus domestiques dangereux. Une collecte pourrait également être prévue pour ce type de déchets de façon à réduire la quantité acheminée à l'élimination. Implanter une installation facilitant le tri a aussi été soulevé, tel qu'un écocentre.
- Les répondants au sondage sont majoritairement favorables au déploiement d'une procédure qui permettrait de mieux gérer les véhicules hors d'usage (VHU) actuellement entreposés un peu partout sur le territoire et au LEMN, sans être vidangés de leurs matières dangereuses.
- Des inquiétudes relatives à la contamination de l'environnement par les LEMN ont été soulevées. Il est suggéré de mieux imperméabiliser le sol sous les sites d'entreposage de matières résiduelles, particulièrement des matières dangereuses, pour éviter leur dispersion dans l'environnement.

Construire de nouveaux lieux d'élimination ou les agrandir

- Puisque la plupart des LEMN sont remplis à presque pleine capacité, les VNs interviewés ont souligné le besoin d'agrandir ou d'ouvrir de nouveaux lieux d'élimination. Les motivations sont soit la proximité du village, ce qui incommode les résidents lors des journées de brûlage ou rend impossible le brûlage, soit la présence de résidus métalliques en grandes quantités limitant l'espace disponible pour en entreposer davantage ou une combinaison des deux. L'espace occupé par les VHU préoccupe particulièrement les VNs.

Procéder à la réparation des appareils électroménagers localement

- À l'instar du réparateur de machine à coudre qui circule dans les communautés pour offrir ses services, le développement d'une offre de service pour la réparation des appareils électroménagers est proposé de façon à augmenter la durée de vie des produits, de même que la réduction des dépenses des ménages pour l'achat d'appareils neufs. Cette mesure permettrait également de réduire la quantité de matières éliminées, notamment en réduisant l'encombrement des LEMN déjà saturés par le métal résiduel.

- Un projet d'économie sociale pourrait être développé pour offrir ce service de réparation dans un premier village.

Développer des projets d'économie circulaire

- Quelques participants ont mentionné le concept de l'économie circulaire où le déchet de l'un devient une ressource pour l'autre, tout en limitant au maximum la génération de produits et emballages non valorisables en fin de vie. Des projets permettant d'axer sur ces principes pourraient voir le jour, par exemple utiliser le plastique résiduel dans la fabrication du béton ou encore de matériaux d'isolation.
- Certains souhaitent l'ouverture d'usines effectuant le recyclage de matières résiduelles au Nunavik en créant des produits qui pourraient être vendus jusqu'à l'extérieur de la région.

Réduire à la source

- La vente de produits en vrac dans les commerces du Nunavik permettrait de réduire à la source l'emballage tout en réduisant les coûts d'achat pour les citoyens.
- La notion du gaspillage alimentaire a été abordée comme une importante source de déchets et devrait être pris en considération dans le plan. Il est recommandé d'aborder la notion de la préservation de la qualité des aliments à la mesure 14 au moment de la mise en œuvre.

Responsabiliser les entrepreneurs en construction

- Des moyens devraient être trouvés afin de responsabiliser davantage les entrepreneurs en construction face aux déchets qu'ils éliminent dans les LEMN. Les appels d'offre pourraient contenir des clauses obligeant les entrepreneurs à rapporter avec eux tout déchet et surplus de matériaux de construction dont ils ne peuvent pas se départir localement (sans les éliminer).
- Plusieurs discussions ont porté sur la mise en œuvre de la mesure 13 et sa pertinence a été renforcée par les multiples échanges tenus. Le comité qui se penchera sur cette mesure pourrait choisir différentes avenues, mais l'option de développer une plateforme web permettant de rechercher et offrir des matériaux de construction en surplus semble être la plus intéressante à première vue, de même que la mise en conteneur des matériaux plutôt que leur emballage individuel (mesure 14).

Abolir les sacs d'emplette de plastique à usage unique

- Les répondants au sondage sont très majoritairement favorables à l'abolition des sacs de plastique dans les commerces et certains y sont déjà habitués, car l'abolition est déjà effective dans leur communauté.

4. Conclusion

En somme, 25 représentants de 19 organisations ou départements d'une même organisation ont été rencontrés dans le cadre des consultations ciblées, 52 personnes ont répondu au sondage, 6 ont appelé lors de la séance publique à la radio, 5 ont commenté à la séance publique sur Facebook Live et 23 y ont assisté, sans compter toutes les personnes qui ont écouté la radio et visionné le Facebook Live par la suite.

Cette importante participation à la consultation publique démontre un réel intérêt envers l'amélioration de la gestion des matières résiduelles par les citoyens et organisations du Nunavik. Bien que ce rapport présente les commentaires sur les points à améliorer, plusieurs commentaires positifs ont été recueillis sur la qualité des mesures et des objectifs poursuivis. Le plan a été qualifié de bien structuré et ambitieux, mais nécessaire. Plusieurs ont mentionné qu'ils souhaitent être tenus informés de la suite du processus et de l'évolution de la mise en œuvre, ce qui justifie l'importance des mesures 19 et 20 sur la reddition de compte dans un processus transparent.

L'ARK est sensible aux commentaires et tentera de les intégrer au projet de plan afin d'en faire une version améliorée qui sera transmise à RECYC-QUÉBEC dans les prochaines semaines pour une analyse de conformité. Tel que prescrit par la Loi sur la qualité de l'environnement, ce rapport de consultation est rendu public sur le site de l'ARK.

Annexe 1 - Statistiques de visionnement de la vidéo de l'évènement Facebook Live

■ Couverture : Fans / Non fans
■ Clics sur la publication
 ■ Réactions, commentaires et partages ⓘ

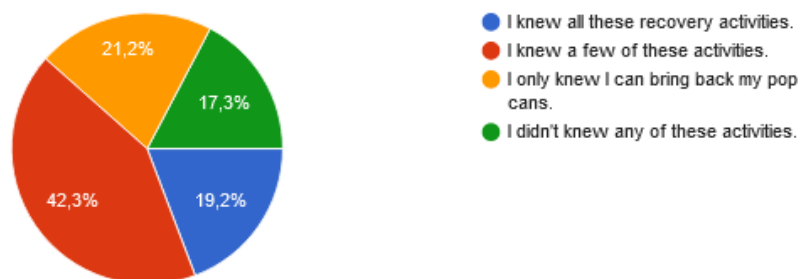
Publié le	Publication	Genre	Ciblage	Couverture	Interactions	Promouvoir
02/12/2020 19:01	 If you missed the facebook live, you can			628 ■	365 ■ 39 ■	Booster la publication

Annexe 2 – Résultats du sondage en ligne (anglais seulement)

Waste management in Nunavik

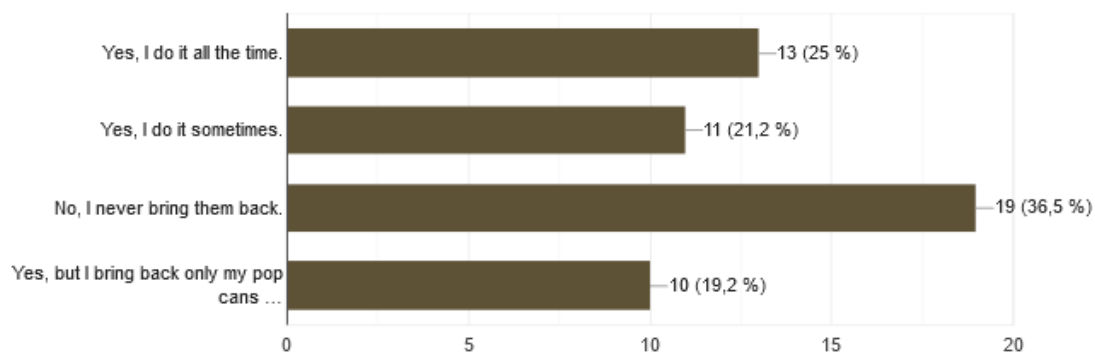
1. Did you know about the recovery activities mentioned in the Plan (returnable containers, car tires, used motor oil, car batteries, etc.)?

52 réponses



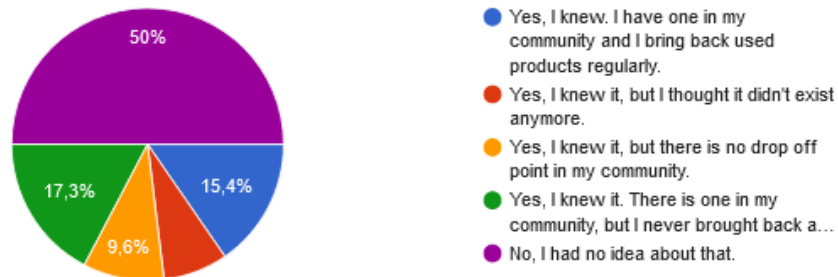
2. Do you bring back your returnable containers (pop cans, pop plastic bottles) (you can check more than one choice)

52 réponses



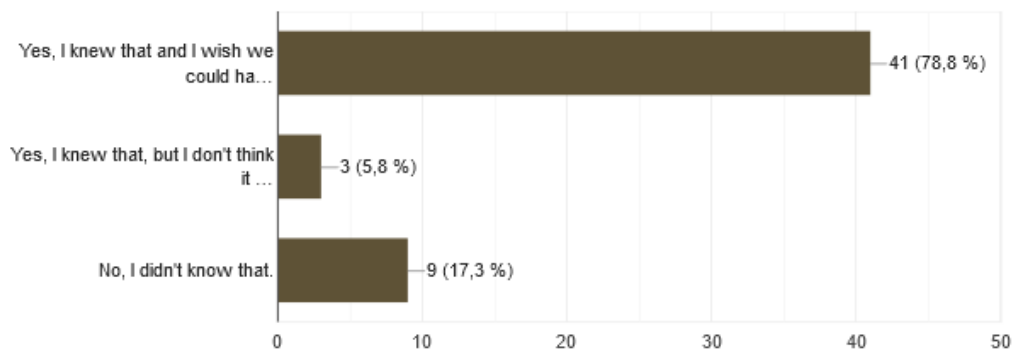
3. Did you know that you can bring back the products under Extended Producer Responsibility (motor oil, antifreeze and filters, lamps containing mercury, paints, batteries and electronics) to a dedicated drop off point in 6 communities?

52 réponses



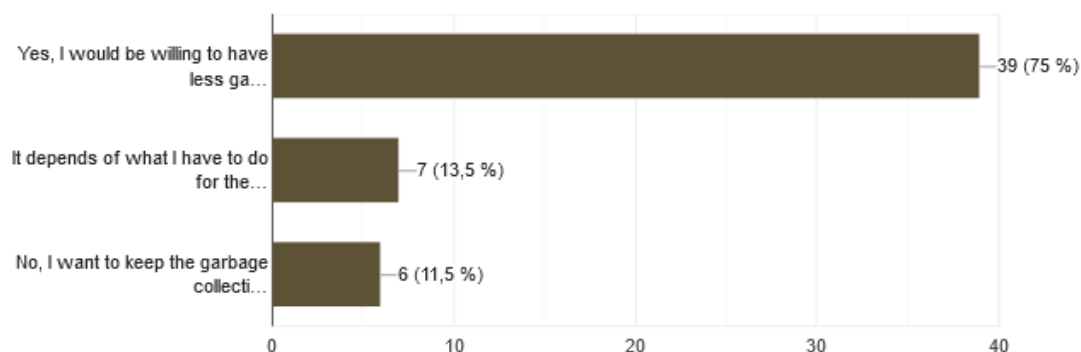
4. In the municipalities of southern Québec, waste is collected only once per week or once every other week. There is also a collection of recyclable materials and more and more municipalities have a collection of organic materials (compost). Did you know this information and do you think it could apply to Nunavik ?

52 réponses



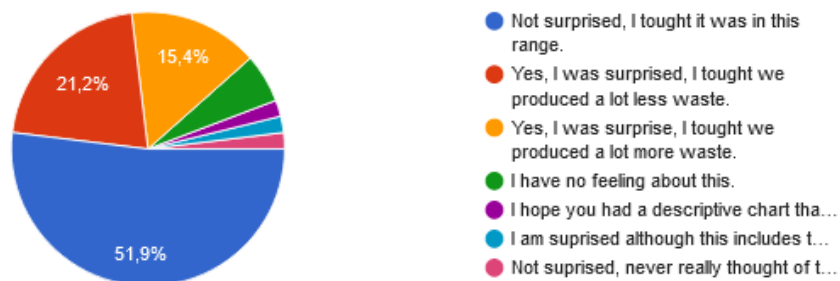
5. In most Northern Villages, garbage is collected 5 times a week. If other management methods were offered in order to reduce the quantity of garbage to dispose of (for example composting, collection of recyclable materials, bringing dangerous waste to a drop-off point) : would you be ready to have less garbage collection (for example only once every two weeks) ?

52 réponses



6. Concerning the waste inventory, are you surprised about the average waste production of 1.1 T/person/year?

52 réponses



7. According to the inventory, the majority of the residential and ICI (industries, businesses, institutions) waste are biodegradable and potentially compostable. Do you think sorting your organic waste (animal and vegetable residues, paper and cardboard) to produce compost should be part of the solution to improve waste management?

52 réponses



8. The action plan presents a series of implementation issues (funding, equipment and human resources, CRD residues and sea transportation). Are you aware of other issues that would complicate the implementation of the plan?

44 réponses

no
No
Yes
Lack of circular economy initiatives in Nunavik, Lack of supervision at the landfill regarding ICI's wastes.
Yes.
Funding
lack of public interest in protecting the environment
No.
Protection of the compost from animals eg stray dogs, raven etc. Find a way to make it easy and safe eg collection of compost in closed plastic containers.

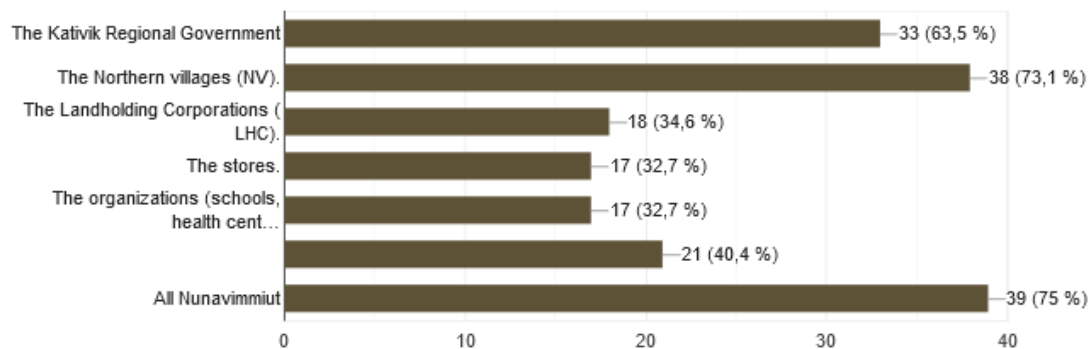
9. Do you think there is enough awareness raising activities about waste management in Nunavik?

52 réponses



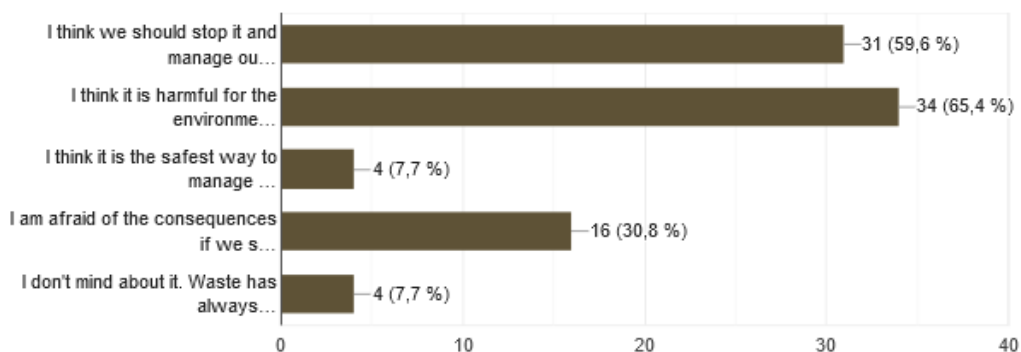
10. According to you, who is responsible of managing the waste in Nunavik? (you can check more then one choice)

52 réponses



11. What is your opinion about open-air burning of waste? (you can check more then one choice)

52 réponses



12. According to you, what are other possible ways to manage waste in Nunavik beside open-air burning?

48 réponses

recycle

The burying of waste or the incineration of non-biodegradable matters. The goal would be to avoid particulate matter and volatile organic compounds to be released. The plastic should have the priority to be burned in the incinerator. It would be interesting to look into using the incinerator to heat a building.

Recycling

Not too sure. It would be nice to see what is being done elsewhere in isolated areas.

I don't know how to call it, but when you capture the energy from burning. As well as recycling and composting.

We should recycle and ship back to industries in the south. Generating income for some peoples and getting paid for our recyclable waste instead of burning it. Compost and open more green houses.

Incinerator and investing in recycling/ upcycling and innovative solutions that focus on reusing our waste to produce something else. For example, plastic for making roads or creating new building material.

13. Do you have other comments or alternative ideas about open-air burning of waste?

42 réponses

No

It would be interesting to look into circular economy initiatives to value the plastic locally. Like making insulation for buildings with it.

I'm glad we're looking into this. I will support any initiative that will enable us to better manage our waste while protecting the environment.

What is the next step, will you update the population and what are your goals ?

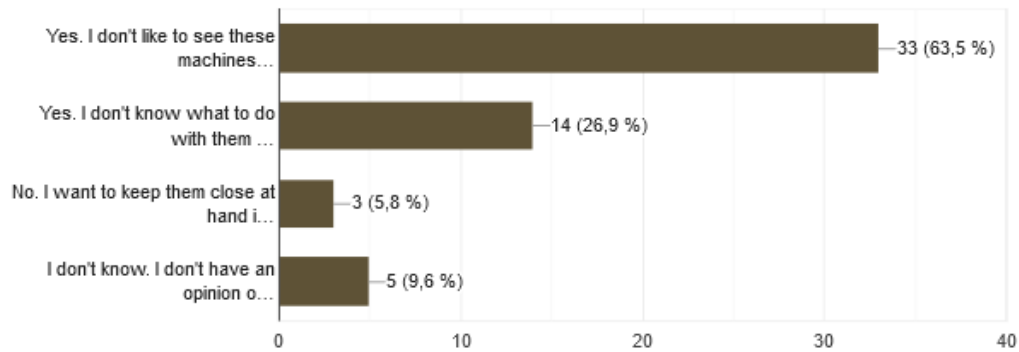
Create recycling plants in every village. Something that can produce byproducts that can be bought by industries in the south. \$\$\$

Teaching households about composting at home. Worm compost and also helping people build small greenhouses that they can grow food in and also make soil from their compost!

No.

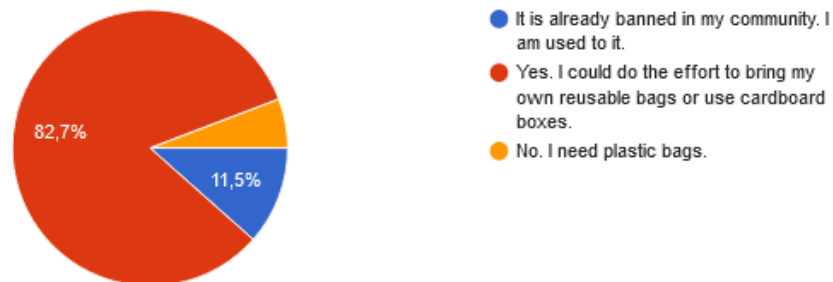
14. Used vehicles and other motor machines abandoned on the territory are a major source of contamination. Would you be willing to participate in a new procedure to manage them on a safest way?

52 réponses



15. Would you be willing to stop using single-use plastic bags to do your grocery?

52 réponses



16. Are you satisfied about the Draft Plan? Is there anything you would have like to add or modify to the plan? Do you any other comments?

39 réponses

No	^
Yes	
no	
It would be interesting to install a waterproof basin under the dangerous waste and the mixed garbages. It would be interesting to have metal crushing installations in the landfills.	
I'm satisfied. Nothing else to add.	
It would be good if the draft plan had a community clean up portion to it. More awareness and community involvement needs to be done and also jobs for cleaning up should be made. Communities should have public garbage bins and people should be encouraged to use them.	
yes	
I'm excited to know things will change.	v